

**ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES  
25 MAI 2014**

## 12 questions de l'OGBL – réponses des partis

### Introduction

Le 25 mai auront lieu les élections pour le Parlement européen. L'OGBL, ensemble avec la Confédération européenne des syndicats (CES), est en faveur du renforcement et du développement de l'Union européenne. Mais notre projet européen est un projet fondé sur la solidarité, le progrès social, le développement de la démocratie, le renforcement des droits sociaux et syndicaux.

La politique menée depuis bientôt 20 ans en Europe s'est de plus en plus détournée des visées syndicales et a de plus en plus mis en avant des objectifs économiques au détriment des objectifs sociaux.

La compétitivité et la concurrence ont été exacerbées, la

solidarité et la coopération ont été délaissées. Alors que, selon les traités et déclarations européens, la liberté d'entreprendre et de faire du commerce était censée servir le développement de la société européenne dans le sens du progrès social, la politique mise en œuvre s'est de plus en plus éloignée de cette vision politique.

La politique d'austérité actuelle, mise en œuvre par la commission Barroso et approuvée par le Conseil européen est un exemple de cette orientation politique erronée.

L'OGBL demande aux partis politiques et aux candidats qui se présentent aux élections pour le Parlement européen de s'exprimer clairement contre la politique d'austérité actuelle et pour un changement de cap.

Dans ce contexte, l'OGBL a adressé un catalogue de 12 questions aux partis politiques qui présentent une liste lors de l'élection européenne. Nous publions ci-dessous le résultat de cette enquête.

### Annexes au questionnaire:

- Une nouvelle voie pour l'Europe. Plan de la CES pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité
- Position de la CES sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement
- Un contrat social pour l'Europe



### L'OGBL a demandé aux partis et à leurs candidats:

**1**

**de s'exprimer pour une révision en profondeur du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'union économique et monétaire et de toutes les réglementations mises en place en matière de politique budgétaire dans la zone Euro et ce dans le sens d'une prise en considération des objectifs sociaux et environnementaux au même titre que les objectifs économiques et financiers;**



**non**

*Commentaire:* Ce traité devra être intégré dans la méthode communautaire – il sera donc fondu dans un traité de Lisbonne revu et corrigé avec les considérations sociales qui s'imposent.



**oui**



**oui**



**oui**

*Commentaire:* Il y a une obligation de résultat pour préserver les marges budgétaires permettant de préparer l'avenir ce qui n'exclut aucunement le respect de la dignité de chacun. Ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est les deux à la fois. L'Europe va devoir s'activer au cours des prochaines années sur plusieurs chantiers tels que l'assainissement des finances publiques, la promotion de la recherche et de l'innovation, la réduction des inégalités, le tout devant répondre aux objectifs du développement durable.



**oui**

*Commentaire:* Le KPL est persuadé qu'il n'est pas possible de faire de l'Union Européenne, qui sert exclusivement les intérêts du grand capital et de la finance, par de petites ou de plus grandes réformes, une organisation au service des intérêts des travailleurs.

L'OGBL a demandé aux partis et à leurs candidats:



**2**

de soutenir les propositions du mouvement syndical pour un plan de relance fondé sur des investissements dans des projets innovants et se basant sur les besoins des hommes et des femmes des pays de l'Union et non sur les intérêts égoïstes d'investisseurs recherchant uniquement le profit à court terme.

oui

oui

oui

oui

*Commentaire:* Il est vrai que l'économie réelle a été l'une des victimes de la crise bancaire. Notre économie qui repose largement sur le développement des services financiers va devoir être consciente que tant l'économie réelle que l'économie financière doivent reposer sur des bases saines. Il y a donc lieu d'explorer davantage les pistes susceptibles de garantir des activités financières durables au Luxembourg et en Europe.

oui

oui

**3**

de soutenir la revendication du mouvement syndical pour qu'un protocole de progrès social soit joint aux traités pour garantir que les libertés économiques ne puissent plus avoir la priorité sur les droits sociaux fondamentaux;

*Commentaire:* Les droits sociaux fondamentaux ne sont pas des droits relatifs mais à respecter en toute circonstance

oui

oui

oui

*Commentaire:* Le modèle européen, de notre point de vue, est basé sur le principe de l'irréductibilité de la dignité humaine. Les 28 devront s'entendre sur les moyens financiers, budgétaires et politiques à mettre en œuvre pour rester conforme à ce principe. Mettons donc fin à l'habitude de se défausser toujours sur l'autre, l'UE sur les États membres et vice versa. Oui au protocole qui doit impérativement préciser qui est responsable de la mise en œuvre.

*Commentaire:* Le KPL plaide pour l'annulation des traités de Maastricht et de Lisbonne

oui

**4**

de soutenir et de développer les négociations collectives et les droits syndicaux tant dans les pays de l'Union européenne qu'au niveau européen (droit de négociation collective transnational, droit de grève européen, extension et renforcement du droit à l'information, à la consultation et à la participation des syndicats et des représentants des travailleurs tant au niveau européen que dans tous les pays de l'Union);

oui

oui

oui

oui

*Commentaire:* Rien ne s'oppose du point de vue du traité à votre revendication. Dans le cadre des responsabilités qui nous seront attribuées nous entendrons agir dans ce sens.

oui

oui

L'OGBL a demandé aux partis et à leurs candidats:



<p><b>5</b> de combattre le travail précaire et de s'opposer à toute directive et initiative communautaire qui va dans le sens contraire;</p>	oui	oui	oui	oui	oui	oui
				<p><i>Commentaire:</i> Il n'y a pas lieu de casser le code du travail au détour d'une directive communautaire. Ce qui importe c'est de contribuer à stabiliser l'emploi dans le cadre d'une économie qui repose sur des bases saines. Le parachèvement du marché unique doit s'accompagner d'une réduction des inégalités sociales au niveau des Etats membres plutôt que d'assister sans réaction aux bradages des standards sociaux.</p>		
<p><b>6</b> de soutenir l'instauration d'un salaire minimum dans tous les pays européens sur base de principes européens communs comme la fixation du niveau du salaire minimum dans tous les pays européens par rapport à un pourcentage du salaire médian de sorte que le salaire minimum dépasse partout le seuil de pauvreté et la fixation de mécanismes d'adaptation automatique du salaire minimum à l'évolution des prix et de mécanismes d'ajustement périodique obligatoire du salaire minimum à l'évolution générale des salaires;</p>	oui	oui	oui	oui	oui	oui
				<p><i>Commentaire:</i> Le principe d'un salaire social minimum obligatoire dans chaque Etat membre devrait être acquis. Le salaire social minimum devra de toute évidence tenir compte des spécificités de chaque Etat membre tout en essayant de faire converger à la longue les montants respectifs.</p>		
<p><b>7</b> d'exiger que tout Etat membre de l'Union doit respecter la Charte des droits fondamentaux européens et que les dérogations actuelles dont disposent le Royaume Uni, la Pologne et la République tchèque soient abolies;</p>	oui	oui	oui	oui	oui	oui
<p><b>8</b> de soutenir la mise en place d'une stratégie ambitieuse pour renforcer partout en Europe et sans dérogations possibles la santé, la sécurité et l'hygiène au travail;</p>	oui	oui	oui	oui	oui	oui
<p><b>9</b> de défendre la sécurité sociale comme un droit humain fondamental et défendre dans ce contexte les systèmes publics de retraite comme un pilier essentiel pour garantir la sécurité sociale des personnes âgées;</p>	oui	oui	oui	oui	oui	oui

L'ÖGBL a demandé aux partis et à leurs candidats:



**10**

de défendre des services publics et d'intérêt général de qualité accessibles à tous, de s'opposer à la continuation de la politique de libéralisation et de privatisation en cours dans l'Union et de veiller à ce que les accords commerciaux internationaux les respectent;

oui

oui

oui

oui

*Commentaire:* Tout en sachant que l'Europe se trouve souvent isolée dans les négociations avec les pays tiers dont notamment les Etats Unis et les pays émergents.

oui

oui

**11**

de soutenir la revendication du mouvement syndical européen pour une fiscalité plus juste partout en Europe (fiscalité redistributive et progressive, harmonisation de l'assiette fiscale et du taux d'impôt sur les sociétés, lutte contre la fraude fiscale, la spéculation, le travail au noir et la corruption, ...);

oui

oui

oui

oui

*Commentaire:* La justice fiscale n'implique pas l'harmonisation fiscale. Par contre, il importe de lutter contre le dumping fiscal en réduisant les écarts excessifs entre les niveaux d'imposition pratiqués par les Etats membres. Cela étant, une saine compétition entre les fiscalités des Etats membres est dans l'intérêt de tous.

oui

oui

**12**

de soutenir les positions et propositions du mouvement syndical européen et international en ce qui concerne les négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement.

oui

oui

oui

*Commentaire:* Il faut plus de transparence vis-à-vis du Parlement européen et des Etats membres qui décideront finalement du sort des propositions de l'accord.

*Commentaire:* Le KPL demande l'arrêt immédiat des négociations sur un accord de libre échange entre l'Union Européenne et les US afin d'empêcher que les acquis sociaux et les standards environnementaux ne soient perdus.

oui

